

Une assemblée générale attendue pour annoncer une vraie ambition de sécurité civile.

La Fédération nationale des sapeurs-pompiers de France tiendra son assemblée générale ce samedi 17 octobre à Paris retransmise en direct dans les 6 200 casernes via les comptes YouTube, Facebook et Twitter des « Sapeurs-Pompiers de France ».

Une véritable politique de sécurité civile est attendue par les 250 000 sapeurs-pompiers de France, touchés en plein cœur par des pertes récentes.

Inflation des interventions de secours d'urgence aux personnes, catastrophes liées au dérèglement climatique, crises sanitaires, accidents industriels, attentats...les événements se succèdent et parfois se juxtaposent intensifiant la tension opérationnelle pesant sur ceux qui, en première ligne, répondent aux interventions du quotidien comme de l'exceptionnel. Mais jusqu'à quand ?

Après une succession d'événements extrêmes, les récentes intempéries liées à la tempête Alex qui ont frappé plusieurs départements, en particulier les Alpes-Maritimes, ont montré une fois de plus que la capacité de résilience des territoires repose pour une part importante sur l'engagement des 250 000 sapeurs-pompiers de France, fondé à 80% sur le volontariat (79% sont sapeurs-pompiers volontaires, 16% professionnels et 5% militaires). Cette catastrophe climatique a également démontré que ce modèle de sécurité civile basé sur la complémentarité entre moyens nationaux de l'Etat, sapeurs-pompiers et bénévoles associatifs, doit être non seulement défendu, mais aussi modernisé et renforcé pour maintenir une protection optimale des territoires et des populations.

Avec près de 5 millions d'interventions (1 toutes les 6,4 secondes) répondant aux 19 millions d'appels par an dont plus de 4 millions de secours d'urgence aux personnes¹, les sapeurs-pompiers de France veulent faire entendre des mesures fortes auprès de l'État pour :

- Adopter la proposition de loi portée par Fabien MATRAS, Pierre MOREL-A-L'HUISSIER et plus de 400 députés visant à favoriser, fidéliser et reconnaître le volontariat, et protéger cet engagement citoyen altruiste du risque d'application de la directive européenne sur le temps de travail ;
- Impulser une stratégie nationale commune entre les services publics d'urgence (police, gendarmerie, pompiers, Samu) derrière un numéro unique d'urgence : le 112 ;
- Renforcer les réponses face au développement et à l'aggravation des agressions envers les sapeurs-pompiers ;
- Reconnaître l'engagement des sapeurs-pompiers professionnels en matière de retraite ;
- Soutenir l'investissement des SDIS et de l'État pour moderniser les moyens opérationnels et renforcer la réponse capacitaire pour faire face aux conséquences du dérèglement climatique ;
- La reconnaissance automatique du Covid-19 comme maladie professionnelle pour tous les sapeurs-pompiers contaminés en service.

Le colonel Grégory ALLIONE, président des sapeurs-pompiers de France, portera les ambitions de sécurité civile dans son discours de clôture de l'assemblée générale organisée à partir de 08h30 au Grand Rex à Paris, le samedi 17 octobre 2020 et à suivre en direct sur les comptes des réseaux sociaux des « sapeurs-pompiers de France ».

¹ Source : ministère de l'Intérieur, direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC).